



Revue  
de presse

Espace infini à vendre

CHARLIE HEBDO

# Le rendez-vous manqué de la Wallonie avec les communautés d'énergie renouvelable

Deux ans après le décret destiné à favoriser le développement de communautés d'énergie renouvelable, où en sommes-nous? Nulle part. La déception est immense pour ceux qui travaillent dans le domaine de la transition énergétique.

Le 30 avril 2019, à l'initiative du ministre Jean-Luc Crucke, le Parlement wallon votait un «cadre décrétoal» destiné à favoriser le développement de communautés d'énergie renouvelable, appelées communément CER.

Nous avons été nombreux à nous réjouir de cette avancée législative importante dans le secteur de l'énergie. Et pour cause, il allait être possible pour des citoyens, des communes, des zonings industriels, des immeubles d'habitation, d'investir ensemble dans des projets d'énergie renouvelable, et de partager l'énergie produite. Une vraie révolution dans le secteur de l'énergie qui permettait non seulement une réappropriation locale des moyens de production, mais aussi le développement de projets d'énergie renouvelable qui n'étaient pas viables sans un tel décret.

De plus, en gérant localement l'équilibre entre production et consommation d'électricité, les CER permettent d'éviter de nombreux problèmes – souvent coûteux et complexes à résoudre – sur nos réseaux électriques. Bref, ce décret était un vent d'espoir.

## «Le trop de conservatisme wallon»

Deux ans plus tard, où en sommes-nous? Nulle part, en fait! Les arrêtés du gouvernement wallon nécessaires pour rendre le décret Crucke opérationnel n'ont jamais été votés.

La raison? Le ministre de l'Énergie Philippe Henry a trouvé le décret perfectible, à raison sur certains points: il y a notamment moyen de mieux l'aligner sur la législation européenne en vigueur. Mais nous espérions qu'il eût essayé de rendre le décret Crucke sur les CER opérationnel le plus rapidement possible pour l'amender éventuellement par la suite.

Au contraire, Philippe Henry a décidé de repartir d'une page blanche. Il s'est donc engagé dans un nouveau projet législatif, qui semble embourbé dans ce que l'on pourrait appeler «le trop de conservatisme wallon». Et deux ans après le décret Crucke, les acteurs du secteur de l'énergie ne savent toujours pas quand ils disposeront d'un cadre réglementaire leur permettant de créer des communautés d'énergie renouvelable. Plus personne ne croit que cela sera encore possible en 2021. Peut-être en 2022, voire en 2023?

C'est une déception immense pour les personnes qui travaillent dans le domaine de la transition énergétique. D'autant plus que la déclaration de politique régionale du

Le pouvoir politique doit pouvoir légiférer de manière rapide en faveur de toutes les initiatives réalistes qui contribuent à relever le défi de la transition énergétique.

gouvernement wallon prévoit explicitement d'encourager «la production renouvelable partagée et les moyens de stockage collectifs ou de gestion de l'énergie à l'échelle d'une communauté territoriale ou d'un quartier, regroupant les acteurs publics locaux, les PME et les citoyens, afin que la collectivité se réapproprie la maîtrise de l'énergie». L'Europe impose, du reste, à ses États membres, au travers de la nouvelle directive Énergie renouvelable 2018/2001 de légiférer en faveur des CER.

## Des dizaines de projets bloqués

Il faut réaliser que depuis deux ans, cette absence de cadre législatif stable bloque des dizaines de projets de communautés d'énergie renouvelable. Des projets pourtant plus que souhaitables tant les défis de la décarbonisation de notre secteur électrique sont importants en Belgique, avec notamment la sortie du nucléaire qui se prépare pour 2025.

On va alors perdre entre 40 et 50 térawattheures (TWh) de production d'électricité décarbonée par an, alors que l'éolien belge produisait juste un peu moins de 12 TWh d'énergie en 2020.

Il nous paraît de plus important de souligner que, derrière ces projets, se cachent aussi des changements fondamentaux dans la manière d'organiser la production et la fourniture d'électricité, et leurs impacts sociétaux associés. Il en est ainsi du projet de CER que nous avons lancé à Crisnée avec la ferme intention d'investir pour installer du photovoltaïque sur des hangars agricoles, des surfaces publiques, comme par exemple des talus, des toits de bâtiments ou encore l'immense bâtiment de la protection civile à Crisnée, et ainsi d'utiliser ce modèle de CER pour redistribuer à prix coûtant cette électricité aux habitants de la commune.

Un modèle disruptif qui réintroduit au passage l'idée que l'électricité est un bien de première nécessité. C'est un des nombreux exemples de modèles novateurs que la législation sur les CER devrait permettre de développer. Pour accélérer la transition énergétique tout en la rendant plus sociale, plus locale et plus en phase avec les attentes des citoyens qui veulent légitimement se réapproprier la production de ce bien essentiel.

## Urgence climatique... ou pas?

L'urgence climatique est maintes fois mise en avant notamment par le parti Ecolo, dont le ministre Henry fait partie, et nous ne pouvons que saluer cela. Mais pour être efficace sur une thématique devenue à ce point fondamentale, le pouvoir politique doit aussi pouvoir légiférer de manière rapide en faveur de toutes les initiatives réalistes qui contribuent à relever le défi de la transition énergétique.

Et dans le cas des CER, il y a de plus une vraie attente citoyenne. Nous demandons donc que le ministre Henry fasse l'impossible pour faire passer rapidement ce nouveau décret sur les CER, ainsi que les arrêtés du gouvernement wallon qui le rendront opérationnel. Et nous nous réjouissons de le recevoir, très prochainement on l'espère, à l'inauguration de la future communauté d'énergie renouvelable de Crisnée. Get up Wallonia, mais alors utilement!

Philippe Goffin, député-bourgmestre (MR) de Crisnée  
Yakhlef El Mokhtari, échevin à l'énergie (MR) de Crisnée  
Damien Ernst, professeur à l'Université de Liège

# Une occasion unique de réinventer la concertation sociale

Le cadre dans lequel nous opérons a profondément changé, mais la concertation sociale repose toujours sur les mêmes principes et méthodes. Il serait pourtant logique que la manière dont on aborde les problèmes évolue aussi, non?

Première semaine de mai 2021... Et s'il faut en croire la presse, la lumière est loin de briller au bout du tunnel de la concertation sociale. Le scepticisme quant aux chances de succès du dialogue social transparaît dans tous les comptes rendus, à tel point que les revendications des organisations patronales et syndicales semblent plus que jamais diamétralement opposées.

Cette détermination conduit au monologue social plutôt qu'au dialogue et, in fine, à la stagnation sociale. De nombreuses voix s'élèvent donc pour demander ouvertement si la concertation sociale a encore une chance de réussir. Pour nous, la réponse est oui... Mais il y a du travail! Le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui n'est plus celui d'il y a un an. La pandémie de Covid-19 a servi de catalyseur pour faire remonter à la surface les besoins latents de notre société.

Après avoir vécu le télétravail massif et des périodes de chômage temporaire, les travailleurs indiquent désormais clairement qu'ils cherchent un nouvel équilibre entre travail et

vie privée qu'ils ne peuvent obtenir dans le contexte actuel.

## La flexibilité comme pierre angulaire

La valeur ajoutée de formes d'emploi totalement nouvelles, telles que celles proposées dans l'économie collaborative par des plateformes comme Uber et Deliveroo, est donc plus évidente que jamais.

Différents signaux suggèrent qu'un modèle de travail indépendant des statuts sociaux traditionnels, mais qui offre une certaine flexibilité dans un cadre protecteur, devient le thème central d'avenir. Si le statut social de leurs travailleurs fait bien sûr débat, ces plateformes représentent, dans notre pays, une nouvelle manière de travailler où la flexibilité est la pierre angulaire, tant pour les plateformes que pour l'individu.

Bien que la «gig» économie soit encore souvent limitée à des emplois faiblement qualifiés, de début de carrière ou pour étudiants, différents signaux suggèrent qu'un modèle de travail indépendant des statuts sociaux traditionnels, mais qui offre une certaine flexibilité dans un cadre protecteur, devient le thème central d'avenir.

Il suffit de penser au nombre sans cesse croissant de freelances qui acceptent des missions temporaires afin de relever après la fin d'un projet un nouveau défi dans une autre entreprise. Ces formes de travail et ces modèles

d'entreprise se heurtent, hélas, aussi aux limites du cadre juridique actuel et se retrouvent souvent en territoire inconnu ou, pire encore, dans un vide juridique, avec pour conséquence une grande insécurité.

Différents signaux suggèrent qu'un modèle de travail indépendant des statuts sociaux traditionnels devient le thème central d'avenir.

## L'occasion de se réinventer

Le cadre dans lequel nous opérons a été profondément bouleversé, mais la concertation sociale repose toujours sur les mêmes principes et méthodes. Si le système dans lequel vous évoluez a changé et si les besoins des acteurs ont changé, il semble logique que la manière dont vous abordez les problèmes au sein de ce système évolue aussi, non?

Nous appelons les partenaires sociaux à prendre leur rôle à cœur dans la politique de relance socio-économique et dans le développement d'un futur droit du travail. Nous sommes dans tous les domaines dans une nouvelle ère, ce qui implique que chacun, y compris les partenaires sociaux, dispose d'une occasion unique de se réinventer.

Nous appelons donc les partenaires sociaux à prendre leur rôle à cœur dans la politique de relance socio-économique et dans le développement d'un futur droit du travail, à travers lequel les entreprises pourront répondre aux demandes de leurs clients en termes de flexibilité et les travailleurs pourront obtenir l'équilibre entre travail et vie privée auquel ils aspirent dans un cadre juridique qui leur offre également une protection suffisante.

Cela nous permettrait non seulement de pallier les dommages économiques engendrés par la crise actuelle, mais surtout de jeter les bases d'un marché du travail durable.

Il appartient désormais aux partenaires sociaux, tant le banc patronal que les syndicats, de relever ce défi majeur et de redonner de la valeur à la concertation sociale. Ils détiennent la (l'une des) clé(s) pour doter notre pays, ses entreprises et ses travailleurs d'un droit du travail et d'un marché du travail qui créeront à nouveau la prospérité et permettront l'innovation. Faisons entrer la concertation sociale dans le XXIe siècle!

Pascale  
Moreau

Partner Employment Law,  
PwC Legal